

375^e de Montréal : et l'histoire religieuse ?

Louis Rousseau

Numéro 791, juillet-août 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/85704ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Rousseau, L. (2017). 375^e de Montréal : et l'histoire religieuse ? *Relations*, (791), 9-10.

des leaders dans leur région respective – qui ont participé à toutes les JSQ: la théologienne Yvonne Bergeron, de Sherbrooke, et Florent Villeneuve, prêtre à Chicoutimi.

Fort des suggestions discutées lors de ces JSQ, le comité organisateur poursuivra la réflexion sur ce qui pourrait naître de leurs cendres. D'ailleurs, dans cet esprit, un site Web sur l'avenir du christianisme social au Québec vient d'être mis en ligne: <christianismesocialquebec.org>. C'est donc à suivre. ☺

375^e DE MONTRÉAL: ET L'HISTOIRE RELIGIEUSE?

Les célébrations du 375^e anniversaire de la fondation de Montréal occultent une grande part de sa dimension religieuse.

Louis Rousseau

L'auteur est professeur associé au Département de sciences des religions de l'UQAM

Sur le site officiel des fêtes du 375^e anniversaire de Montréal, on peut lire que l'histoire «occupe une place importante dans la programmation et toutes les périodes historiques y sont célébrées». Or, parmi les 300 activités à contenu historique (au sens très large), trois seulement semblent avoir un contenu portant sur la religion. Il y a là de quoi nous éton-

ner. Un anniversaire de fondation peut-il négliger à ce point les origines de la ville jubilaire sans frôler l'imposture? Non, malheureusement. Les Québécois d'ascendance canadienne-française catholique ont mal à leur mémoire, surtout lorsqu'y réapparaît le rôle de la foi des ancêtres. Ajoutons-y un zeste de sentiment flou de culpabilité à l'égard des Autochtones et mieux vaut fêter en parlant d'un nouveau *branding* touristique.

Et pourtant, nous disposons depuis quelques décennies de précieuses données en historiographie et en ethnographie, tout particulièrement sur l'histoire religieuse du XVII^e siècle. Manifestement, ce savoir critique ne s'est pas fait entendre au sein des comités organisateurs. Une conscience patrimoniale plus mature, porteuse à la fois d'une distance critique et d'une réconciliation sereine avec son passé, n'aura pas été favorisée pour le grand nombre. Et ce vide n'affecte pas seulement la collectivité majoritaire, mais bien l'ensemble des citoyennes et des citoyens de toutes origines qui font la vitalité de la métropole actuelle. Il appartient à la postmodernité qui nous façonne en nous asservissant à l'économie néolibérale et en nous dépossédant de tout ce qui n'y est pas soluble. Pas de mémoire, que cela vous plaise ou non! Elle pourrait nous rendre résistants à l'air du temps.

Un bref rappel de l'origine missionnaire de Montréal peut aider à mieux comprendre son rôle d'utopie pour la société française de l'époque, dont les représentants débarquent en 1642 sur la grande île de l'archipel, en ignorant tout du milieu dans lequel ils vont vivre.

Démystifier l'agroécologie

Développement et Paix propose une nouvelle brochure intitulée «Démystifier l'agroécologie» qui permet de mieux comprendre cette approche – l'un des piliers de la souveraineté alimentaire – portée par le mouvement paysan La Via Campesina. L'agroécologie soutient les droits des paysans, en plus de contribuer à nourrir les populations et à contrer le réchauffement de la planète, car elle émet beaucoup moins de gaz à effet de serre que l'agriculture industrielle. Elle se distingue de «l'agriculture intelligente face au climat», une fausse solution mise de l'avant par la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Riche de nombreuses sources d'information complémentaire, ce document peut être consulté et téléchargé sur le site Web de Développement et Paix: <devp.org>.

Le projet de Montréal est un projet français de troisième vague. La première vague, incarnée par les voyages de Cartier, s'inscrit dans la volonté de François 1^{er} de projeter la France en Amérique. Mais déjà, en 1535, un très vaste courant de réforme du catholicisme se fait sentir en France comme en Europe du Nord avec la Réforme protestante. La forte sympathie pour le renouvellement profond des institutions religieuses va provoquer de nouveaux alignements politiques, sans parler des guerres de religion (1562-1598).

La deuxième vague s'exprime à travers diverses tentatives d'établissement colonial français en Amérique du Nord, qui

FESTIVAL DES MINI-MAISONS

FOIRE ÉCOSPHÈRE
ENVIRONNEMENT ET ÉCOHABITATION
L'évènement environnemental numéro 1 au Québec
POUR NOTRE SANTÉ ET CELLE DE NOTRE PLANÈTE
150 exposants • 30 conférences
info@FoireECOSPHERE.org • 450 538-5005 • www.FoireECOSPHERE.org

MONTREAL
12 - 13 août 2017
6^e édition / Vieux-Port
En collaboration avec la Ville de Montréal et avec le Festival des mini-maisons
MAGOG Pointe Cabana 30 septembre - 1^{er} octobre 2017

ENTRÉE GRATUITE

réussiront finalement grâce au projet commercial et missionnaire de Québec avec Pont Gravé et Champlain, au début du XVII^e siècle. Elle est portée en partie par un intense renouveau spirituel chez les catholiques français sommés, par leurs concitoyens « réformés », de retrouver une vive expérience personnelle du divin. Une élite de laïques et de religieux, que l'on appellera les dévots, se développe. Elle organisera la reconversion intérieure de la France et rêvera très tôt de convertir pareillement le monde « païen ». Champlain pourra installer une habitation à Québec grâce à une alliance conclue à Tadoussac en 1603 avec des leaders montagnais, etchemins et algonquins. Leurs ennemis iroquois deviendront forcément les siens.

Le projet de la Société de Notre-Dame de Montréal correspond à une troisième vague. Il est purement religieux. Il s'agit ni plus ni moins du rêve de développer une nouvelle Église, d'élargir aux Autochtones d'Amérique du Nord l'appartenance à la communion universelle des Saints répondant à l'appel évangélique. On exige des 40 volontaires venus fonder Ville-Marie une vie exemplaire qui, par elle-même, estime-t-on, suscitera l'adhésion des Autochtones qui s'installeront près d'eux.

Bien sûr, le rêve de Ville-Marie ne pouvait se réaliser comme tel. L'île était au point de jonction du trafic de la fourrure entre l'ouest autochtone et les Français de Québec. Les nomades n'avaient aucun intérêt à devenir agriculteurs et à perdre ainsi leur valeur pour les Canadiens avec qui ils commerçaient, ni les nations iroquoises du Sud à tolérer ce nouveau poste stratégique. Il faudra attendre la Grande Paix de 1701 pour qu'une entente soit signée et que Montréal finisse par devenir la ville-frontière où s'ancra le très vaste réseau continental des alliances économiques.

Regarder l'histoire sous cet angle peut encore nous inspirer. N'attendons-nous pas que de nos rêves provienne l'obligation d'agir? N'est-ce pas ce qui se passe chez les Autochtones eux-mêmes qui cherchent dans leurs traditions cet élan? Sans le savoir ou sans l'admettre, les ancêtres catholiques fondateurs de Montréal n'auront pas fait autre chose en obéissant à leur inspiration religieuse. Ils recher-

chaient – sous des symboles et des formes qui peuvent aujourd'hui nous être étrangers, comme ils l'étaient pour les Autochtones, mais qui peuvent en pointer d'autres qui nous sont propres – la force irrésistible de la puissance intérieure. À nous de tirer parti de l'énigme au creux de l'héritage montréalais. ©

LA SÉCHERESSE NE CAUSE PAS LA FAMINE

Les causes de la famine qui frappe des millions de personnes en Somalie sont avant tout politiques et économiques.

Maïka Sondarjee

L'auteure, doctorante en science politique à l'Université de Toronto, est affiliée au Critical Center for Development Studies

Leur pays n'ayant reçu aucune pluie régulière depuis deux ans, plus de six millions de Somaliens sont aujourd'hui à risque de tomber dans l'insécurité alimentaire. Le bétail meurt faute d'eau, les puits se vident et les champs s'assèchent. Mais la sécheresse est-elle vraiment la cause de la famine?

Le climat d'insécurité qui règne en Somalie constitue un facteur non négligeable dans la crise actuelle, et ce, malgré le fait qu'Al-Shabaab, le groupe extrémiste associé à Al-Qaïda, y soit moins actif depuis quelques années. Ce dernier compte toujours quelque 9000 membres et contrôle encore certaines régions du sud et du centre du pays.

Durant la famine de 2010-2012, l'insécurité constante vécue par les travailleurs humanitaires avait ainsi mené plusieurs organismes d'aide à cesser leurs livraisons. Cette année, à la mi-avril, deux convois d'aide humanitaire ont été la cible d'attaques à la bombe à Mogadiscio, la capitale, selon un article du 20 avril du journal britannique *The Guardian*.

Les violences constantes et la pauvreté provoquent aussi des déplacements de population qui aggravent la crise somalienne. Des cas de maladies diarrhéiques



et de choléra ont déjà été enregistrés et les risques d'épidémies de paludisme, de rougeole, de fièvre typhoïde et de polio augmentent. La fin de la sécheresse, si elle avait lieu aujourd'hui, ne permettrait des récoltes viables que dans plusieurs mois et les problèmes de salubrité dans les camps de personnes déplacées perdureraient.

Cela dit, il faut rappeler que la crise alimentaire actuelle en Somalie est aussi liée à des problèmes d'ordre économique. Le prix du maïs, du sorgho et d'autres céréales monte en flèche, alors que celui du bétail baisse à cause des abattages forcés et de la mauvaise santé des animaux privés d'eau. Les petits producteurs de bétail, qui composent environ 50% de la population somalienne, n'ont donc plus les moyens de se procurer des denrées de base. Comme le résume bien le « Prix Nobel » d'économie Amartya Sen, la famine n'est pas due à un manque de nourriture lié à la sécheresse, mais au fait que certaines personnes n'ont pas assez à manger en raison, notamment, de leurs conditions socioéconomiques.

À cet égard, les réformes néolibérales imposées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale dans les années 1980 sont également en cause. La dévaluation du shilling somalien pour accroître les exportations et l'ouverture des frontières à la concurrence